

## **La triste année qui finit doit nourrir, pour 2007, des espoirs de progrès en Méditerranée**

*Paru en langue arabe le 2 janvier 2007 dans Es Sabah (Tunis)*

L'année 2006 a été, pour la Méditerranée, une année noire.

Le conflit de l'été entre Israël et le Hezbollah, sur le territoire libanais, a apporté de nouveaux drames et alourdit encore plus la situation du Proche-Orient.

Les autres sources de conflits et de crises (Chypre, Sahara occidental, Balkans ...) demeurent, sans qu'il soit possible de distinguer une solution, à un horizon proche.

A ces dossiers politiques s'ajoutent aujourd'hui deux facteurs qui assombrissent encore les relations en Méditerranée :

- Le terrorisme transnational, se réclamant d'un projet islamique. Celui-ci a frappé en Égypte à Dahab en avril.
- L'incompréhension grandissante entre une partie de la société européenne, libérale et permissive, et certains membres de la communauté arabo-musulmane, attachés à leurs valeurs et à leurs convictions : la crise des caricatures du prophète Mahomet en a été le révélateur.

Il est donc légitime de s'inquiéter pour le devenir de notre espace méditerranéen : aujourd'hui, si, au Proche et Moyen Orient, le pire n'est pas certain, il est encore possible.

Le développement d'arsenaux nucléaires accroît encore les tensions et les risques. La déstabilisation du Liban est source de préoccupations. La guerre civile en Irak avive haines et frustrations. La dégradation de la situation en Afghanistan favorise l'extrémisme. L'affrontement israélo-palestinien nourrit le doute sur la capacité de la communauté internationale à contribuer à la recherche d'une solution politique, renforçant l'accusation d'une politique « deux poids, deux mesures » ... Enfin, les refus de communiquer des uns et des autres avec le Hamas, Israël, le Hezbollah, la Syrie, l'Iran, etc. ... n'est certainement pas facteur d'apaisement.

2006 a mis en lumière l'échec des Etats-Unis dans leurs projets en Irak et plus généralement dans la « Global war on terror », notamment contre la prolifération des ADM, mais aussi dans leurs méthodes pour imposer la démocratisation au « Grand Moyen Orient ».

Mais pour autant, Al Quaida n'a pas mieux réussi dans ses entreprises. Le terrorisme a montré ses limites, les démocraties occidentales ont résisté et les pays arabo-musulmans n'ont pas rejoint le projet de grand Djihad international. Bien au contraire, tandis que le Pakistan et l'Arabie saoudite s'efforcent de lutter contre le terrorisme, le Soudan et la Libye ont été rayés de la liste des Etats soutenant le terrorisme transnational.

Des signes apparaissent même qui laisseraient penser que la lassitude devant tant d'horreurs pourrait, peut être, conduire les hommes à plus de sagesse : revenir à la négociation, car la paix ne naîtra certainement pas de la confrontation dans la violence.

- Le rapport Baker-Hamilton est-il susceptible d'infléchir les choix de l'Administration Bush ?
- Les petits pas entre M. Olmert et M. Abbas peuvent-ils contribuer à relancer la négociation ?
- La FINUL II peut-elle être un instrument de confiance entre Hezbollah et Israël ?
- Le message d'ouverture, adressé au roi du Maroc par M. Bouteflika en juillet sur la question du Sahara, sera-t-il suivi d'effet ?
- La lettre du secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires politiques, adressée en novembre au président de la République de Chypre et à celui de la République turque de Chypre du nord, leur proposant un cadre de relance des pourparlers politiques et techniques permettra-t-elle de trouver une solution ?
- Modestement des initiatives telles celle « Défense et sécurité dans le format 5+5 » montrent que des progrès peuvent être acquis en partenariat et dans la confiance. Cette méthodologie peut-elle être étendue à d'autres domaines ?

Il semble plus qu'indispensable de trouver de nouvelles pistes pour la recherche de la paix en, et autour, de la Méditerranée.

- L'Union européenne a démontré qu'elle ne peut pas s'appuyer sur une homogénéité politique suffisante entre ses membres pour peser de façon déterminante dans cette région.
- Les trente-cinq pays qui ont adopté le Processus de Barcelone se fixaient comme objectif « la paix et la prospérité en Méditerranée », mais le Processus n'a « pas vocation à se substituer aux autres actions et initiatives entreprises en faveur de la paix ».
- Les États-Unis, empêtrés dans la malheureuse aventure irakienne, sont sans doute mal placés pour faire valoir, seuls, leur volonté de paix.
- La Ligue arabe reste décidément très discrète.
- Les gouvernements du Nord comme du Sud, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, évitent de s'engager.
- etc. ..

Devant ce constat, et devant l'urgence de la situation, ne serait-il pas envisageable de promouvoir un rapprochement entre Ligue arabe et UE, ou tout au moins entre certains membres de ces organisations, pour lancer une nouvelle initiative sous un angle différent ? Sans ignorer les multiples difficultés de cette approche, elle aurait pour avantage de faire entendre un point de vue régional.

Si 2006 a été si noire, elle peut être le prélude à une année 2007 plus positive.

Les folles ambitions globales et dominatrices des uns et des autres, usant de violence, se heurtent aux réalités faites de quotidien et d'aspiration à la paix et à la prospérité des populations.

Il convient donc de poursuivre l'effort vers plus de dialogue et de confiance pour accéder à des solutions politiques négociées.

Le Processus euro-méditerranéen né à Barcelone en 1995, en dépit des déceptions qu'il a créées, reste un outil fondamental du nécessaire rapprochement méditerranéen. Il nous faut poursuivre dans ce sens avec détermination et sans jamais désespérer, pour faire émerger un véritable partenariat.

**Jean-François Coustillière**

**Contre-amiral (2S)**

**Consultant indépendant sur les questions de politique et de sécurité en Méditerranée - JFC Conseil**